

D'impossibles élections au Burundi : Faut-il déjà se faire à l'idée ?

@rib News, 03/05/2015 Burundi. Impossibilité aller aux élections et nécessité du dialogue pour une transition
Albanel Simpemuka Impossible d  aller aux élections Les élections législatives et communales, sont prévues pour
mai prochain. Cependant, des raisons empêchent d  espérer aller aux élections selon le calendrier décliné par la C
La première est l ins curit  provoquée par les milices Imbonerakure, qui poussent des dizaines de milliers de Burundais
  fuir vers les pays limitrophes. Ce phénomène, constamment dénoncé par l opposition, est devenu flagrant   là
des élections et   fait comprendre le potentiel de violence que représentent ces milices. Lors de ces élections, elles vont
terroriser les citoyens et imposer le choix des candidats du parti présidentiel. Cela d autant plus qu ils sont armés et
des tenues de la police, ce qui entretient une confusion dangereuse.

L autre raison est que la crise actuelle, faite de désaccords, de manifestations, de répressions par tirs   balles réelles
d  arrestations, d  emprisonnements, de fermeture des médias indépendants etc., n  installe pas un climat de co
sérénité et de motivation nécessaire   une élection. La troisième raison est le manque de confiance dans l  thi
professionnalisme de la CENI et de ses d membres. Cette commission qui a organisé les élections de 2010, est
contestée par l opposition. Elle est accusée de partialité et de corruption. L opposition a réclamée, en vain, un
consensuelle qui ne soit pas au service d un camp. Elle est persuadée que le fichier électoral est truqué et qu une
par la terreur et l informatique a déjà été préparée, pour assurer d avance une victoire écrasante au CNDD-
quatrième raison est l exclusion structurelle de l opposition et la fermeture de l espace politique   tout au long du
du CNDD-FDD, l opposition a été empêchée de tenir des réunions, de circuler dans le pays pour rencontrer ses
partisans et expliquer ses projets de société. Certains leaders   ont été contraints   l exil, d autres ont été
Justice sous des accusations fabriquées de toutes pièces pour les intimider et les salir aux yeux des populations. Pour
accéder   un emploi   public, il fallait exhiber la carte du parti présidentiel. Pendant ce temps, les moyens de l Etat
et sont encore utilisés par le parti au pouvoir pour son propre compte. Tout cela n est pas équitable et n augure d 
impartialité électorale. Le dialogue est nécessaire Avancée en vain depuis longtemps par l opposition, cette idée
dialogue est aujourd hui réitérée par Nkosazana Dlamini Zuma, la présidente de la commission de l'Union Africaine
dans sa déclaration du 30 avril 2015    souligne la nécessité du dialogue entre les parties prenantes burundaises, en
vue de résoudre pacifiquement leurs différends et de créer des conditions propices   la tenue d  lections paisibles
inclusives, libres, régulières et transparentes  . De même, Tom Malinowski, l envoy  spécial d'OBAMA   Bujumbura
martelé le même jour que    Des mesures concrètes seront prises, dont des sanctions ciblées contre les responsables
des violences, si les autorités refusent le dialogue au Burundi  . Ceux qui redoutent le dialogue et la transition ont peut-
 tre en mémoire les interminables négociations d Arusha. Mais n est-ce pas mal poser le problème ? Car, la
question est de savoir si une transition est nécessaire. Et la réponse est   oui. Car, d une part, le mandat du CNDD-FDD
touche   sa fin   ; d autre part, le régime de ce parti a créé des conditions qui rendent impossible la tenue d  lections
acceptables. Il faut donc impérativement discuter et s accorder sur la feuille de route d une transition qui permettra de
remettre les choses en ordre. Si au Burkina Faso, il a été possible de se mettre rapidement d accord, sur la durée, la
mission   et la composition du gouvernement de transition, etc., pourquoi cela serait-il impossible au Burundi ? Le
dialogue sur les préoccupations majeures qui divisent les Burundais est nécessaire. Il est nécessaire pour que chacun
ne soit pas tenté, en l absence d un cadre neutre de discussion, de recourir   la violence pour se faire entendre ou pour
accéder   ses droits. Seul il permet la résolution pacifique des différends. L ordre du jour du dialogue Si le
gouvernement actuel refuse le dialogue, celui-ci se fera vraisemblablement sans lui,   malgré et peut-être contre lui.  
L instance ou la coalition qui l aura évincé pourra être tentée de former unilatéralement son gouvernement et de
donner un cap, mais le mieux serait d ouvrir des discussions pour que les acteurs politiques fixent ensemble la feuille de
route de la transition. Sinon le nouveau pouvoir s exposera aux mêmes accusations de dictature. Pour éviter
l enlissement et les discussions interminables, l ordre du jour devrait porter sur des questions essentielles, qu on pe
régler   court terme, et qui conditionnent la mise en place d institutions légitimes définitives. La réalisation de la fe
route serait confiée au gouvernement et aux autres institutions   de transition. En principe, chaque institution devra avoir
ses missions. Il s agirait donc, lors du dialogue,   d ocliner les missions qui devraient être accomplies pour rendre
possible la mise en place d institutions légitimes définitives. Mais également   la durée de cette transition.  